

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

23 janvier 2012

**François Hollande au Bourget :
Un Président pour la France, un cap pour les Français, une espérance pour l'avenir**

1 – La rencontre d'un homme et d'un peuple

« *Toute dans ma vie m'a préparé à cette échéance : mes engagements, mes responsabilités, mes épreuves.* » F. Hollande, c'est un engagement de 30 ans au service de la gauche, de l'intérêt général et de la France. C'est l'expérience d'un grand dirigeant national, d'un élu local (maire de Tulle, Président du Département de la Corrèze), d'un parlementaire expérimenté (député élu pour la première fois en 1988), d'un grand serviteur de l'Etat (et d'abord en 1981, aux côtés du Président Mitterrand à l'Élysée).

« *J'aime les gens, quand d'autres sont fascinés par l'argent.* » F. Hollande, c'est la République de l'exemplarité et de la proximité. C'est la volonté d'élever le débat, de porter haut les valeurs de la France dans le monde, de faire respecter les mêmes lois pour tous, sans faiblesse pour les puissants.

« *Je suis un optimiste de la volonté. Je crois que le meilleur est possible, qu'un peuple réuni autour d'un projet commun construit sa propre histoire.* » F. Hollande, c'est la volonté de rassembler au lieu de diviser, la force de l'action après l'agitation, le désir de réenclencher le « rêve français » qui a pour nom République.

« *La France, la France n'est pas un problème. La France est la solution !* » F. Hollande s'est inscrit dans l'histoire de France et il a montré la pertinence de nos valeurs au 21^{ème} siècle : la liberté qui n'est pas le laisser-faire, l'égalité face aux privilèges, la fraternité plutôt que le repli et les égoïsmes, la laïcité face aux communautarismes, l'internationalisme face à la montée des populismes en Europe. La France ne sera forte qu'« *en restant fidèle aux valeurs de la République, en allant puiser en elle-même le courage pour accomplir les efforts, pour défendre son modèle social* ».

Au Bourget, F. Hollande a incarné le Président dont la France a besoin : sérieux et proche des gens, volontaire et serein, levant une espérance adossée à des propositions concrètes. Il a montré aux Français qu'il n'y a pas de fatalité à la crise et à la droite : dans la mondialisation, il y a un chemin pour faire de la France une nation leader et de l'Europe un continent moteur. Au Bourget, François a parlé à l'âme de la France et aux cœurs des Français. Il a su redonner espoir.

VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

2 – L’adversaire, c’est la finance qu’il faut stopper

« Mon véritable adversaire n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature et pourtant il gouverne (...) c'est le monde de la finance. »

Pour mettre fin à la crise, il faut commencer par s’attaquer à ses causes : la finance qui domine tout, avec une rentabilité destructrice exigée des entreprises, avec des produits financiers opaques qui menacent l’économie réelle, avec la voracité des fonds de pension, avec l’évasion fiscale et les paradis fiscaux.

Dans les banques, les activités de crédit et les opérations spéculatives seront séparées par la loi. Les stock-options seront supprimées, sauf pour les entreprises naissantes, et les bonus encadrés. Les produits financiers sans lien avec l’économie réelle seront interdits, ainsi que toute activité dans les paradis fiscaux. Une véritable taxe sur les transactions financières sera créée avec ceux en Europe qui voudront le mettre en œuvre avec nous. Au niveau européen, une agence publique de notation sera créée.

Parce que « la finance s’est affranchie de toute règle, de toute morale, de tout contrôle », F. Hollande dit : la politique est de retour. Face « à une nouvelle aristocratie arrogante et cupide [qui] s’installe et prospère », il sera le président de « la fin des privilèges ».

3 – Le projet de changement : redressement, justice, confiance

Les Français veulent tourner la page de la présidence finissante, présidence de « la dégradation » : *« Je ne parle pas d’une note. Je ne parle même pas des comptes publics. Je parle des conditions de vie, des comportements, tout simplement de la situation du pays. »*

Au Bourget, F. Hollande a fixé un cap pour redonner espoir à la France, améliorer la vie quotidienne et faire redémarrer le progrès.

➤ Le redressement

Pour redresser le pays, il faut d’abord **relancer la production**. Dans la première partie du quinquennat, la priorité sera donnée aux réformes de structure pour faire redémarrer l’économie et la croissance – pacte productif, réforme fiscale, pacte éducatif, décentralisation –, ainsi qu’aux mesures d’urgence pour l’emploi, et notamment l’emploi des jeunes, le logement, la santé.

Le pacte productif : le socle du changement pour une France forte et innovante. Une banque publique d’investissement sous forme de fonds régionaux sera créée pour accompagner les entreprises. La fiscalité des PME et des entreprises qui investissent en

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

France sera diminuée. Un livret d'épargne sera institué pour financer les PME et les entreprises innovantes. L'accès au crédit d'impôt recherche sera élargi. Le remboursement des aides publiques sera exigé pour les entreprises qui délocalisent. Les financements et les allègements fiscaux seront orientés vers les entreprises qui investissent en France, y localisent leur activité, y créent des emplois et qui sont offensives à l'exportation. Un effort sera lancé en faveur des énergies renouvelables et de leur industrialisation en France – elles sont un gisement considérable d'emplois – et la part du nucléaire sera ramenée de 75% à 50% dans notre production d'électricité. L'économie numérique sera soutenue : avec les industriels et les collectivités locales, la couverture intégrale du territoire en très haut débit sera organisée d'ici 10 ans.

Le pacte européen et le pacte franco-allemand : les leviers d'une Europe au service de la croissance et de l'emploi. Le traité issu de l'accord européen du 9 décembre 2011 sera renégocié pour établir un véritable pacte européen de gouvernance et de croissance, avec la coordination des politiques économiques, la relance des grands projets industriels en Europe, l'intervention de la BCE pour lutter contre la crise de la dette et décourager la spéculation, la réciprocité commerciale pour faire respecter les normes sociales et environnementales, une contribution écologique aux frontières de l'Europe, l'action pour une parité juste de l'euro face au dollar américain et au yuan chinois, la démocratisation des institutions. Parce qu'« *aucun des grands défis de l'Europe ne peut se résoudre sans le pacte d'amitié dans l'égalité que Français et Allemands ont noué au lendemain de la guerre* », F. Hollande proposera en janvier 2013 à la chancelière d'Allemagne un nouveau traité franco-allemand, 50 ans après le traité de l'Élysée, acte fondateur de De Gaulle et d'Adenauer.

Le pacte éducatif pour redonner un espoir à la jeunesse, priorité de F. Hollande. Citant Albert Camus rendant hommage à son instituteur, il a rappelé qu'en France, l'école a été le socle du progrès et qu'elle doit le redevenir après 10 ans de démantèlement par la droite. Il s'engage à diviser par deux le nombre de jeunes sortant sans qualification du système scolaire d'ici à 2017. Pour cela, il y aura 60 000 postes supplémentaires dans l'éducation et la priorité sera donnée aux écoles maternelles et primaires, avec un accompagnement plus personnalisé au collège et au lycée. Pour les étudiants, une allocation d'études sous condition de ressources sera mise en place. Pour diviser par deux le taux de chômage des jeunes, qui est à un niveau insupportable, 150 000 emplois d'avenir seront créés, notamment dans les quartiers en difficulté, et un contrat de génération sera institué, permettant également de maintenir les seniors en activité.

➤ La justice

Pour F. Hollande, « *ce redressement est indispensable. Mais il ne sera possible que dans la justice. Chaque nation a une âme. L'âme de la France, c'est l'égalité.* »

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

La justice doit d'abord être fiscale. Le changement consistera à revenir sur les baisses de l'impôt sur la fortune, à plafonner les niches à 10 000 euros, à taxer le capital au même niveau que le travail et créer une tranche supplémentaire de l'impôt sur le revenu à 45% au-delà de 150 000 euros, à fusionner, après les avoir rapprochés, l'impôt sur le revenu et la CSG au sein d'un prélèvement progressif sur le revenu.

La justice sociale doit être remise au cœur de l'ambition collective. Avec une mesure d'application immédiate : le droit de partir à la retraite à 60 ans à taux plein dès 41 annuités pour « ceux qui ont commencé à travailler tôt ». Justice au travail avec l'égalité salariale femmes-hommes par la suppression des exonérations de cotisations sociales aux entreprises qui ne respectent pas cette règle. Justice face à la vie chère avec, notamment, des tarifs progressifs pour l'eau, le gaz et l'électricité afin de baisser la facture des consommations essentielles. Justice pour la santé, avec l'encadrement des dépassements d'honoraires, la lutte contre les déserts médicaux, une nouvelle tarification pour conforter l'hôpital public et l'engagement de limiter à une demi-heure le temps nécessaire pour atteindre les urgences.

La justice, c'est aussi le logement pour tous avec des mesures pour traiter l'urgence (encadrement des loyers dans les zones en tension) et une grande ambition pour le quinquennat : pour encourager les économies d'énergies, un million de logements neufs et anciens bénéficieront d'une isolation thermique de qualité. D'autres leviers seront mis en œuvre : mise à disposition par l'Etat de ses terrains aux collectivités pour construire des logements, doublément du plafond du livret A pour financer le logement social, la multiplication par 5 des sanctions aux communes ne respectant pas leurs obligations en matière de logement social.

La justice, c'est aussi le droit de vivre en sécurité pour tous et partout : « *l'insécurité est une injustice sociale intolérable* », a dit F. Hollande, qui « *touche les plus modestes, les plus âgés, les plus jeunes, les plus fragiles* ». La sécurité sera respectée grâce à des zones de sécurité prioritaires là où il y a les taux de délinquance les plus élevés, à 1 000 postes supplémentaires chaque année dans la Justice, la Police et la Gendarmerie, à la lutte contre tous les trafics et toutes les mafias. Qu'un petit caïd avec sa bande mette une cité en coupe réglée et fasse vivre à ses habitants un enfer est tout aussi inacceptable que la délinquance financière et la fraude fiscale : « *Tous ceux-là, les délinquants financiers, les fraudeurs, les petits caïds, je les avertis : ceux qui ont pu croire que la loi ne les concernait pas, le prochain président les prévient : la République, oui, la République vous rattrapera* ». Une immense majorité de Français attendaient ces paroles fortes et simples.

➤ **Rassemblement et espoir autour de la promesse républicaine**

Pour F. Hollande, « *présider la République, c'est être impitoyable à l'égard de la corruption. Et malheur aux élus qui y succomberont ! Présider la République, c'est rassembler, c'est*

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

réconcilier, c'est unir, sans jamais rien perdre de la direction à suivre. C'est écarter la stigmatisation, la division, la suspicion, les oppositions entre Français, ceux qui seraient là depuis toujours, ceux qui seraient là depuis moins longtemps. »

Réconcilier, c'est **défendre les principes de la République et faire progresser les nouveaux droits**, en inscrivant la loi de 1905 sur la séparation des églises et de l'Etat dans la Constitution, en accordant le droit de vote des étrangers aux élections locales, en ouvrant le droit au mariage et à l'adoption à tous les couples, en veillant à ce que chaque loi comprenne un volet handicap.

Réconcilier, c'est **partager le pouvoir au lieu de le concentrer dans les mains « d'un seul homme, d'un seul raisonnement, d'un seul parti qui risque d'ailleurs de devenir un clan »**. C'est une nouvelle étape de la décentralisation et reconnaître les collectivités locales dans leur liberté. C'est promouvoir les partenaires sociaux et reconnaître leur rôle dans la Constitution. C'est faire participer les citoyens aux grands débats qui les concernent, et le premier sera l'avenir de l'énergie en France. C'est introduire une dose de proportionnelle à l'Assemblée nationale et la parité dans l'exercice des responsabilités.

Rassembler, c'est **rendre notre République totalement exemplaire**. Avec le non-cumul des mandats pour les parlementaires. Avec la réduction de 30% des indemnités du Président et des membres du gouvernement. C'est faire prévaloir le seul critère de la compétence pour les nominations dans l'administration. C'est aussi assurer le fonctionnement de notre démocratie, en retirant notamment au président le pouvoir de nomination des dirigeants de l'audiovisuel public.

Rassembler, c'est **porter les valeurs de la France dans le monde** : « *c'est considérer les autres peuples pour qu'ils nous estiment en retour* ». C'est défendre les droits de l'homme, l'attachement à la diversité culturelle et à la francophonie. C'est ne pas inviter les dictateurs en grande pompe à Paris. C'est utiliser notre siège au Conseil de sécurité des Nations-Unies pour acter le départ de ceux qui écrasent leur peuple, comme Bachar el-Assad en Syrie. C'est inlassablement contribuer à la paix au Proche-Orient. C'est aussi retirer les troupes françaises d'Afghanistan d'ici fin 2012 en lien avec nos alliés et en bon ordre.

4 – Un projet solide et financé

Alors que la dette a doublé depuis 2002 – « *10 ans de droite auront coûté aussi cher que tous les gouvernements réunis de la Ve République* » –, F. Hollande a pris l'engagement de rétablir l'équilibre budgétaire à la fin de son mandat. La suppression des cadeaux fiscaux et des multiples niches fiscales accordés aux ménages les plus aisés et aux plus grosses entreprises permettra de dégager près de 30 milliards d'euros de recettes supplémentaires.

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

La dépense publique sera maîtrisée et rendue plus performante : « *Dans le même temps, les dépenses de l'Etat seront maîtrisées. Toute nouvelle dépense sera financée par des économies, le nombre total de fonctionnaires n'augmentera pas, mais il sera mis fin à la règle aveugle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.* »

Voilà comment François Hollande proposer d'aller « *ensemble vers la France de demain ! Une **France du travail**, du mérite, de l'effort, de l'initiative, de l'entreprise, où le droit de chacun s'appuiera sur l'égalité de tous. Une **France de la justice**, où l'argent sera remis à sa place, qui est celle d'un serviteur et non d'un maître. Une **France de la solidarité**, où aucun des enfants de la Nation ne sera laissé de côté.* » **Au Bourget, à l'intérieur comme à l'extérieur, chacun l'a perçu : avec F. Hollande, le changement, c'est maintenant.**